

Job no: 595738

Contract type: Consultant

Duty Station: Bamako

Level: Consultancy

Location: Mali

Categories: Social Policy

L'UNICEF travaille dans plus de 190 pays et territoires pour sauver la vie des enfants, défendre leurs droits et les aider à réaliser leur plein potentiel, de la petite enfance à l'adolescence.

À l'UNICEF, nous sommes engagés, passionnés et fiers de ce que nous faisons, aussi longtemps que notre présence est nécessaire. Promouvoir les droits de chaque enfant n'est pas simplement un métier - c'est une vocation.

L'UNICEF est un lieu où les carrières se construisent : nous offrons à notre personnel des opportunités variées de développement professionnel et personnel, leur permettant de renforcer leur sentiment d'utilité tout en servant les enfants et les communautés à travers le monde, avec en prime un ensemble attractif de rémunérations et d'avantages.

Nous vous invitons à consulter notre site web ([website](#)) pour en savoir plus sur les activités et le mandat de l'UNICEF.

TERMES DE REFERENCE

La Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) adoptée en 2016 est arrivée à échéance en décembre 2025. La mise en œuvre de la PNPS a permis de répondre à plusieurs problématiques d'ordre structurel et conjoncturel dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, à travers entre autres, le renforcement du cadre juridique, réglementaire et institutionnel de la protection sociale ; l'extension du champ de la sécurité sociale, de l'aide sociale et de l'action sociale.

Malgré ces acquis, la mise en œuvre de la PNPS n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés, à cause notamment de l'insuffisance de financement alloué au secteur, de la faible adhésion des populations à l'assurance volontaire, des lacunes en matière de coordination entre acteurs, de la faible réactivité des mesures de protection sociale face aux chocs, de l'extension insuffisante du Registre Social Unifié etc.

Au regard de ces résultats et de l'ampleur des nouveaux besoins en matière de protection sociale, le ministère de la Santé et du Développement Social, à travers la Direction Nationale de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire (DNPSES) a lancé deux travaux importants en mai 2026 : (i) la révision de la PNPS, et (ii) l'élaboration de son Plan d'Action quinquennal.

Les objectifs spécifiques assignés à ces deux travaux sont déclinés ci-après :

a) Déterminer la pertinence de la PNPS, à travers ses stratégies et compte tenu des actions mises en œuvre aux niveaux individuel, communautaire et institutionnel, avec toutes les parties prenantes clés (gouvernement, collectivités locales, société civile et partenaires au développement).

b) Analyser l'efficacité de la PNPS, en accordant une attention particulière aux résultats obtenus à travers la mise en œuvre du plan d'action.

c) Apprécier le niveau de mobilisation des ressources (humaines, matérielles et financières) ayant permis le financement, la gestion et la coordination de la PNPS 2016-2025.

d) Identifier les difficultés, les leçons apprises et les bonnes pratiques issues de la mise en œuvre de la PNPS.

e) Formuler des recommandations sur lesquelles s'appuieront la révision de la PNPS et l'élaboration du nouveau plan d'action.

f) Élaborer une vision et des objectifs généraux claires et cohérentes pour le développement de la protection sociale à long terme, en tenant compte des enjeux et des défis spécifiques du pays, y compris ceux émergents. La Vision 2063, la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable 2024-2035, le Plan de Contingence Multirisques du gouvernement et d'autres politiques nationales devront aussi être pris en compte pour un alignement pertinent.

g) Définir les domaines d'intervention prioritaires à travers les axes de la PNPS, et qui favorisent l'inclusion sociale, l'accès aux services sociaux de base y compris les services sociaux sensibles aux enfants, les transformations des relations de genre et l'autonomisation des parties prenantes.

h) Elaborer le plan d'action de la PNPS révisée, en fonction des périodes fixées par le Ministère de la Santé et du Développement Social. Intégrer dans ce plan des mécanismes de réponse aux crises et aux chocs (économiques, sanitaires, climatiques etc.), afin de protéger les populations vulnérables et de renforcer leur résilience.

i) Soutenir les travaux de validation et d'approbation de la PNPS révisée et son plan d'action par les autorités du pays.

Pour la réalisation de la révision de la PNPS, la DNPSES a requis et obtenu le soutien de l'UNICEF, pour un accompagnement technique et financier. Ainsi, l'UNICEF a procédé entre autres appuis, au recrutement et à la mise à disposition auprès de la DNPSES d'une équipe de consultants en mars 2026. Ce dernier a soutenu :

- le recrutement de deux consultants nationaux par la DNPSES, chargés de l'accompagner sur l'ensemble du processus ;
- la mise en place du comité de suivi par décision de la ministre de la Santé et du Développement Social, composé d'experts nationaux et des PTF

(UNICEF, Banque Mondiale, FAO, PAM, PNUD, UNHCR), pour la gouvernance des travaux ;

- l'organisation et la facilitation de l'atelier de lancement et de cadrage des travaux ;
- la production et la validation du rapport de démarrage ;
- le lancement des travaux de collecte des données de terrain.

Au regard de ce qui précède, l'UNICEF souhaite recruter un(e) consultant(e) international(e) pour intégrer l'équipe de consultants, afin de finaliser les travaux de révision de la PNPS et d'élaborer son premier plan d'action quinquennal. Le/la titulaire du contrat pourra s'appuyer sur toute la documentation produite, les consultants nationaux, la DNPPS, l'UNICEF et toute l'équipe du Comité de Suivi pour mener à bien sa mission, surtout pendant la période de prise de fonction.

Si vous souhaitez obtenir de plus d'amples informations sur cette consultance, notamment concernant les livrables détaillés et les résultats attendus, veuillez consulter les Termes de Référence complets ici :  [Ext ToR TMC0005685.pdf](#)

QUALIFICATIONS / CONNAISSANCES SPÉCIALISÉES / EXPÉRIENCE / COMPÉTENCES (TECHNIQUES/FONCTIONNELLES) / COMPÉTENCES LINGUISTIQUES REQUISES POUR LA MISSION

Formation académique

- Diplôme universitaire supérieur (niveau master ou équivalent, ou niveau supérieur) en politique sociale, politiques publiques, économie du développement, administration publique, sciences sociales ou dans un domaine pertinent.

Expérience professionnelle

- Expérience d'au moins 8 ans d'expérience avérée dans l'appui à la formulation de politiques de protection sociale, à l'élaboration de stratégies, à la conception de programmes, à la budgétisation, à la mise en œuvre, à la revue ou à l'évaluation de programmes de protection sociale sont requises. Au moins deux échantillons de rapports doivent être soumis en lien avec les travaux réalisés.
- Expérience avérée dans l'accompagnement de processus gouvernementaux de formulation de politiques et de planification stratégique, idéalement dans les domaines de la protection sociale, le genre, l'action humanitaire, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Solide maîtrise des systèmes de protection sociale, des arrangements institutionnels, des mécanismes de mise en œuvre, du financement et de la budgétisation, ainsi que des cadres de suivi des performances et de redevabilité.

- Excellentes compétences analytiques, de concertation, de communication et de rédaction, avec une capacité démontrée à produire des documents stratégiques et de politique publique de grande qualité en langue française.

Compétences

- Excellentes capacités d'analyse et de recherche, avec une forte capacité à synthétiser des informations complexes et à produire des rapports de qualité.
- Excellentes compétences en communication, animation de consultations, négociation et gestion des partenariats.
- Capacité démontrée à piloter des missions complexes, à coordonner des équipes pluridisciplinaires et à fournir des résultats de haute qualité dans les délais impartis

Exigences LINGUISTIQUES

- Français

Atouts souhaités

- Expérience de travail dans un pays du Sahel ou dans des contextes comparables à faible revenu, fragiles ou exposés aux chocs est souhaitable